

Document de référence sur l'intégration de la Production et la Consommation Durables dans le Plan d'Action pour la Méditerranée

Pourquoi une Production et une Consommation Durables dans la Méditerranée?

Il est de plus en plus évident que les tendances actuelles de développement dans la Méditerranée ne sont pas durables. Avec le développement économique prévu pour la prochaine décennie, la population croissante de la région méditerranéenne, la création de l'accord méditerranéen sur le Libre Échange, la vulnérabilité particulière de la région au changement climatique, une urbanisation rapide, l'importance de la production et la consommation durables dans les cadres de planification, les recherches et les politiques de réformes seront nécessaires pour détacher le développement économique et social de l'épuisement des ressources naturelles.

Les chiffres parlent d'eux mêmes, les statistiques montrent une croissance rapide en ce qui concerne¹:

- Les émissions de GES (entre 2006 et 2025, les émissions de CO₂ provenant de la consommation d'énergie pourrait augmenter un 55% dans les Pays du Nord de la Méditerranée (PNM) et un 119% dans les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) ,
- Les tendances de consommation de ressources (ex: consommation d'électricité dans les PSEM pourrait être triplée vers le 2025),
- Le manque d'eau (les pays méditerranéens constituent le 60% de la population des pays pauvres en eau dans le monde)
- La perte de biodiversité et les changements dans le service de l'écosystème causés par la dégradation de l'habitat naturel (ex: plus de 65 % de toutes les réserves de poissons dans la région sont au dessus des limites biologiques de sécurité²)

Ces chiffres, combinés à la répartition inégale de ressources naturelles et les différences croissantes entre les côtes du Nord et du Sud, en ce qui concerne le bien-être économique³ et niveaux de vie, ainsi que le fait que les émissions et la pollution du commerce en croissance ne se trouvent pas forcément sur les lieux de consommation, créent le besoin de stratégies pour un changement de modèles de production et de consommation , afin de s'assurer que le rendement de la région ne soit pas surchargé dans un futur proche.

Habituellement, les activités visent à réduire la pollution causée par l'activité de l'homme, plus spécialement sur les régions côtières. Dans ce contexte, un certain nombre d'impacts se sont déjà produits. Cependant, comme conséquence de l'influence grandissante des consommateurs sur l'approvisionnement dans le marché, ainsi qu'une consommation de ressources toujours en croissance, une perspective plus intégrée de l'analyse des liens entre la production et la consommation durables devient nécessaire.

Alors que les impacts de la production ont été analysés en détail et que les données sont normalement faciles à obtenir, les impacts des modèles de consommation non durables sur le développement de la production et la consommation représentent un domaine relativement nouveau pour que les recherches soient détaillées et il faut donc enquêter d'avantage sur ce sujet.

Le besoin de production et de consommation durables, un clin d'oeil sur le sujet:

Déclencheurs de la production et consommation durables dans la région méditerranéenne:

- Croissance rapide de la population; la Région Méditerranéenne pourrait augmenter aux alentours de 137 millions de personnes jusqu'en 2050, cette croissance comprendrait spécialement les côtes du Sud et de l'Est.
- Une culture de consommation parmi les groupes de population avec des hauts revenus, ce qui justifie qu'ils ont la plus grande partie de consommation par personne, surtout dans la côte Nord de la Méditerranée, ne fait qu'augmenter les différences sociales et économiques dans la région.
- L'accord méditerranéen de libre-échange entre la Méditerranée et l'UE qui est prévu d'entraîner un changement dans les modèles de production et consommation.

La Production et la Consommation dans la Méditerranée mettent l'accent sur les faits en croissance et non durables suivants:

- La Méditerranée, une éco-région rare et fragile où la dégradation environnementale entrave déjà le développement. Les coûts de cette dégradation de l'environnement est estimée à environ 3% du PIB en Tunisie et à un 5% en Syrie, Algérie et Egypte⁴.
- L'approvisionnement d'énergie et de ressources matérielles nécessaires pour le développement industriel, l'empreinte sur l'écologie de chaque pays méditerranéen dépasse sa capacité de renouvellement⁵.
- Les modèles de consommation généralement sains, associés aux styles de vie méditerranéen, subiront un effet négatif et les habitudes de consommation du nord, les processus de production et les modèles de déplacement seront exportés avec tous les impacts sociaux et environnementaux qui les accompagnent.
- La Durabilité Environnementale, la production croissante de pollution, comme par exemple l'augmentation de la production de ciment de plus de 150% dans les PSEM.

1) Que peut on faire pour s'attaquer à ses défis? Comment s'ajustent les CPD aux activités du PAM?

- a. Augmenter la sensibilisation des pouvoirs de décision méditerranéens concernant les liens entre les PCD et la dégradation environnementale et le changement climatique.

L'augmentation de la sensibilisation des pouvoirs de décision méditerranéens à l'importance d'un changement vers des modèles de production et consommation durables, aura une grande importance. Dans une région comme la Méditerranée, qui est sensible au changement climatique et à la dégradation de l'environnement, il sera très important d'établir des stratégies intégrées et des politiques visant le développement durable qui englobent la production et la consommation durable. Ce besoin a déjà été considéré en 2005 lorsque les Parties Signataires de la Convention pour la Protection de la Mer Méditerranée contre la Pollution (Convention de Barcelone), qui ont établi la production et la consommation durables et la gestion durable des ressources naturelles comme un des grands objectifs de portée générale, pour atteindre le développement durable dans la Méditerranée.

Cependant, l'information scientifique actuelle qui démontre le lien entre l'utilisation de services de l'écosystème et la consommation est moins accessible que l'information sur les impacts directs de la production. Selon le centre PNUE CPCD, le 80% des données recueillies actuellement concerne les impacts de la fabrication. Par contre le 80 % des impacts se produit au moment de l'utilisation du produit. Un exemple qui illustre ce fait est le transport privé. Le 81% des émissions se produit pendant l'utilisation d'une voiture privée, le 16% pendant sa production et le 3% dans les pièces de rechange.

Pourtant, même si nous arrivons à faire de grands progrès au niveau de l'amélioration de la productivité et de l'efficacité de nos processus de production, le défi général du développement durable ne peut être résolu que si nous centrons aussi notre attention sur la cause sous-jacente de la production, de la demande de produits et services et en conséquence, de la consommation.

De plus, il est important de réaliser que la consommation durable ne signifie pas forcément moins de consommation, mais plutôt une consommation de ressources moins intense et plus efficace, adaptée aux particularités de la culture méditerranéenne. Ceci est d'autant plus important pour les pays de la Méditerranée où la consommation représente un pas considérable vers la bien-être économique de la société.

Pour pouvoir établir une stratégie qui englobe tous les facteurs cités ci-dessus, il faudra (1) analyser la façon dont les pays méditerranéens produisent et consomment les biens et les services, (2) identifier comment et pourquoi ces modèles de production et consommation influent sur la dégradation des écosystèmes, l'apparition de risques pour l'environnement et la santé de la population et il faudra (3) implémenter une combinaison d'instruments qui tiennent compte des liens entre la production et la consommation et qui s'y attaquent d'un manière intégrée.

- b. Identifier les domaines de production et consommation (points chauds) qui produisent les plus grands impacts sur la dégradation des écosystèmes de la Méditerranée, et l'apparition de dangers environnementaux et de santé pour la population.

Bien que les chiffres montrent que les pays de l'UE dans la Méditerranée produisent les plus grands impacts liés à la production: la France, l'Espagne, l'Italie et la Grèce représentent environ le 90% de la production totale de Déchets Dangereux (20 millions de tonnes) et le 70 % du total de dioxyde de carbone (CO₂) dans la région et la plus grande quantité de déchets plastiques dans le monde (1.935 unités/km²) se retrouvent dans le fond océanique de la zone Nord-est de la mer Méditerranée, près des côtes françaises, espagnoles et italiennes, la dégradation de l'environnement dans les pays du Sud et de l'est de la Méditerranée s'accroît rapidement. Les statistiques montrent une croissance rapide dans les PSEM, tant au niveau des tendances de consommation de ressources (ex: la consommation d'électricité dans le PSEM pourrait être triplée vers le 2025) comme au niveau des émissions de pollution (ex: la production de déchets va être triplée dans les PSEM et doublée dans le PNM).

Une étude récente sur les pressions de la production et la consommation européennes sur l'environnement, montre que seul un nombre réduit de secteurs représentent environ le 60-70% de tous les impacts de la consommation. Les 8 secteurs reconnus sont: les travaux de construction, nourriture et boissons, électricité, services au gros et au détail, produits agricoles, chasse et sylviculture, équipement de transport, services d'hôtels et restaurants, transport, stockage et services de communication. Il faudra davantage de recherches pour confirmer les secteurs qui causent les

plus grands impacts concernant la dégradation de l'environnement et le changement climatique dans la région méditerranéenne.

- c. Aider à l'implémentation de SMDD en centrant l'attention sur les recherches sur les points chauds de la production et la consommation qui entravent les progrès de 7 domaines prioritaires de la SMDD, en apportant des stratégies sur comment un changement dans les modèles de production et de consommation aurait des effets positifs sur la SMDD.

Lorsqu'on compare les données disponibles sur les modèles de consommation et leurs impacts de l'UE avec les domaines prioritaires de la SMDD, on peut y voir un fort chevauchement. L'utilisation rationnelle d'électricité, le secteur touristique comme économie dominante dans la Méditerranée, l'agriculture et le transport sont les champs où la consommation peut être directement liée aux impacts environnementaux.

La pêche et la consommation de poisson est un autre impact direct de la production et la consommation sur l'Écosystème de la Méditerranée. Les modèles de consommation actuels ne sont pas durables et peuvent entraîner l'extinction de certaines espèces.

L'équilibre écologique est particulièrement menacé par la consommation de grands prédateurs comme le thon et l'espadon. Il ne peut y avoir un impact à long terme sur la durabilité, que si il y a une croissance de la sensibilisation à l'aspect nocif des surexploitations actuelles, et que si les tendances sont dirigées vers l'étiquetage du poisson provenant de la pêche qui applique l'approche d'écosystème et qui permet à la population locale de tirer profit de leurs propres ressources.

En conséquence des défis cités ci-dessus, un changement des modèles de production et consommation durables et la garantie de la gestion rationnelle des ressources naturelles ont été définis comme un des plus grands objectifs de portée générale de la SMDD.

Ainsi, l'intégration de CPD dans le Plan d'Action pour la Méditerranée pourrait représenter un levier considérable pour l'application de la SMDD dans les différents champs d'activités et aider à obtenir un détachement du développement économique, qui passe d'être une «urgence» à être une «culture de prévention et d'obtention de solutions par lesquelles tout le monde gagne» pour les économies nationales et l'environnement.

Plusieurs pays Membres ont déjà mis en marche des initiatives intéressantes directement liées au défi de la promotion du développement durable à travers le renforcement de la production et la consommation durables. En Turquie, par exemple, l'Association Budgay pour le Soutien du Style de Vie Durable, a créé des points de marché 100% organiques pour les agriculteurs dans trois villes. L'initiative offre une aide à la production durable dans les zones rurale et relie directement les producteurs et les consommateurs pour créer un marché de produits durables. Il est important maintenant d'identifier les meilleures pratiques disponibles et diffuser les résultats dans d'autres régions et pays de la Méditerranée.

- d. Aider à l'adaptation des activités humaines aux capacités de charge de la Mer Méditerranée à travers les recherches sur le rôle critique que joue le changement vers des modèles de production et de consommation durables dans l'implémentation de l'approche de l'Écosystème, particulièrement liée à la gestion des zones côtières et ressources marines.

La mise en application de l'approche de l'Écosystème est un autre facteur important, où la Production et la Consommation Durables joueront un rôle important dans l'aide au développement durable dans la Méditerranée. Depuis les dernières trois décennies, le développement des côtes dû à la croissance de la population et le tourisme côtiers a été une des causes les plus importantes de la dégradation de l'habitat dans les régions côtières de la Méditerranée. Une des causes de cette dégradation permanente est la croissance du tourisme plagiste, ce qui a modifié le processus de nidification des tortues 🐢. Seul si la capacité de charge des zones côtières et les ressources marines sont tenues en compte et si les activités humaines sont ajustées à la capacité limite de la Mer Méditerranée, une plus grande dégradation de l'Écosystème peut être évitée.

Le Plan d'Action pour la Méditerranée a donc approuvé l'application de l'approche de l'Écosystème, qui se charge justement de s'attaquer à ces défis. La Production et la Consommation Durables peuvent être considérées comme une amélioration de l'approche. La durabilité de l'Écosystème de la

Mer Méditerranée ne peut être atteinte que si les modèles de production et de consommation sont découplés de la dégradation et la pollution de l'environnement, et s'ils sont modifiés pour éviter que la croissance de la population et du tourisme etc. aient un effet négatif sur l'Écosystème,.

La recherche et le raisonnement conjoints sur les liens entre la perte de l'habitat et les styles de vie humains, sera indispensable, spécialement en ce qui concerne la croissance du tourisme, la pêche et l'augmentation de la population dans la région méditerranéenne. En particulier, dans le champs de la pêche, la consommation est un déclencheur majeur de l'augmentation de la surexploitation de la pêche. Les politiques qui encouragent l'Éco-étiquetage peuvent avoir un effet considérable sur les pratiques de pêche, et ainsi sur la durabilité de l'Écosystème méditerranéen.

- e. Assembler les activités du PAM aux objectifs du PNUE et son Processus de Marrakech, créer des synergies et coopérer avec les 7 Groupes de Travail de Marrakech.

Tant au niveau régional comme au niveau mondial, les PCD sont devenues une priorité dans les programmes de protection de l'environnement et de développement durable. Le PNUE a reconnu les PCD comme une question prioritaire dans sa Stratégie à Moyen Terme pour la période 2010-2013, et la Commission Européenne a adopté récemment un Plan d'Action de PCD (juillet 2008). De même, les acteurs clés du développement durable comme le secteur des entreprises (ex: Conseil Mondial des Entreprises pour le Développement Durable, BusinessEurope, Businessmed) et la société civile (ONGs et associations de consommateurs) ont clairement reconnu les CPD comme l'approche adéquate pour englober les trois piliers de la durabilité: l'économie, la société et l'environnement. À travers l'alignement des activités du PAM avec ces initiatives et la création de partenariats de secteurs transversaux pour la promotion de PCD dans la Méditerranée, le PAM augmentera son impact et sa visibilité.

La plupart des régions dans le monde ont adhéré au «Processus de Marrakech», et à une initiative lancée par le PNUE et le DAESNU pour aider à créer un cadre de travail dans le but de soutenir les initiatives régionales et nationales pour accélérer le changement vers les PCD, sous la demande du Plan d'action de Johannesburg du WSSD. L'alignement des activités du PAM avec les objectifs du Cadre de 10 ans de Programmes de PCD, augmentera les impacts et la portée des activités encouragées par le PAM.

2) Implémenter des mécanismes de PCD comme leviers pour rendre l'économie méditerranéenne plus écologique.

- a. Aider à rendre l'économie méditerranéenne plus écologique par le biais de la promotion de mécanismes qui englobent les critères économiques, sociaux et environnementaux dans les flux de production et de commercialisation d'organisations et d'entreprises méditerranéennes;

Lorsqu'il s'agit de Production et Consommation durables dans la Méditerranée, il faut tenir compte d'un autre facteur important: les flux de production et de commercialisation entre les pays méditerranéens, ainsi qu'avec d'autres régions. Habituellement, le commerce a toujours été un facteur important pour la croissance économique dans la région et, s'il est soutenu par un cadre politique intégré, il peut être employé comme déclencheur pour la promotion de modèles de production et consommation durables, et par conséquent du développement durable dans la région.

Un accord important de la Convention de Barcelone est le partenariat Euro-Med, qui vise à la libéralisation du commerce entre l'Europe et la Méditerranée. D'ailleurs, il renforce déjà le partenariat entre les deux régions et une opportunité importante pour accroître le développement et la stabilité économique.

Actuellement, environ le 45% des importations et exportations provenant de la région méditerranéenne sont dirigées vers l'UE. Le commerce a connu une croissance progressive au long des dernières décennies et il est prévu qu'il augmente d'avantage, dès que l'accord commercial soit mis en place. Cependant, les impacts sur le développement durable peuvent être négatif, si la libéralisation n'est pas accompagnée par d'un cadre politique intégré pour promouvoir la production et la consommation durables.

Ceci a été une des conclusions de l'étude accrédité par l'UE, qui s'est basé sur l'analyse des impacts de l'Accord Euro-Méditerranéen de Libre Échange¹⁰. À cause de l'augmentation de l'accès aux importations, les pays du rivage sud en particulier changeront leurs habitudes actuelles de consommation durable par des comportements non durables. De plus, il sera impossible d'équilibrer la croissance des impacts sur l'environnement et l'utilisation des ressources qui vont être augmentés, à cause des flux croissants de biens et de services, par des mesures qui ne favorisent que l'aspect de la production.

La recherche approfondie sur les liens entre le commerce et l'approche sur la production et consommation est une question relativement nouvelle. Les aspects qui sont actuellement traités sont ce qu'on appelle des «hypothèses refuge de pollution» et les approches basées sur la consommation pour attaquer les émissions. Dans le premier cas, on analyse jusqu'où les pays développés délocalisent les processus de production polluants basé sur l'exploitation extrême de ressources vers des pays qui ne font pas part des accords internationaux sur l'environnement ou bien qui ont des régulation environnementales moins strictes, alors que la deuxième approche attribue la responsabilité des CO2 aux biens et services consommés par les ménages et à ceux qui sont importés au lieu d'être produits.

Ces deux concepts sont très pertinents pour la région méditerranéenne, formée par d'un grand ventail de différent pays et de réalités économiques. Le CAR/PP a déjà commencé à étudier les impacts des inventaires de CO2 basés sur la consommation, mais pour être capable de promouvoir des politiques efficaces qui influent de manière positive sur les modèles de production et de consommation et pour promouvoir la coopération et les partenariats régionaux, il faudra avancer d'avantage dans les recherches.

Le Plan d'Action de PCD de la Commission Européenne approuvé récemment, expose les priorités politiques et offre un cadre politique pour encourager la transformation du marché vers des produits plus performants au niveau environnemental.

Ce cadre politique s'appuie sur une combinaison d'instruments réglementaire et volontaires. Il comprend plusieurs propositions législatives et entraînera une transformation de la politique de l'UE sur les produits et l'approvisionnement, qui pourrait avoir des effets sur le comportement du commerce de l'UE dans le futur. L'attention sur les modèles de production et de consommation durables pour la Méditerranée peut préparer déjà les pays méditerranéens pour ce changement de comportement de l'UE.

En outre, les partenariats intersectoriels qui incluent le secteur privé pour développer conjointement des stratégies sur comment s'attaquer aux défis cités ci-dessus, pourraient être renforcés.

b. Aider à rendre l'économie du MED plus écologique

La promotion des meilleures pratiques sur la production et la consommation durables peut contribuer à renforcer un impact positif d'ensemble des flux de commerce pour le développement durable. Plusieurs initiatives à succès, telles que la promotion des chaînes d'approvisionnement durables, le marché écologique ou l'Éco-étiquetage sont des initiatives de soutien au développement durable de la Méditerranée et de lutte contre la pollution et la dégradation de l'Écosystème.

Les chaînes d'approvisionnement durable, par exemple, ont prouvé l'efficacité de leurs moyens pour rendre la production plus durable. L'augmentation de la pression des consommateurs sur la responsabilité écologique et sociale des sociétés internationales a permis d'améliorer les valeurs sociales et environnementales des chaînes d'approvisionnement, non seulement dans les pays développés, mais aussi dans ceux en voies de développement. Néanmoins, pour s'assurer que les PME, en particulier dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, puissent répondre aux exigences d'être des points d'approvisionnement pour les grandes entreprises ou les multinationales, et puissent aussi répondre à un possible changement dans la politique de l'UE sur la provision de produits, il sera nécessaire d'offrir aux PME des programmes de renforcement de capacités pour la production durable.

La promotion de l'Éco-étiquetage est un autre mécanisme qui, d'une part contribue à l'amélioration de la performance environnementale et sociale dans le processus de production, et d'autre part répand l'accès du marché pour les produits et soutien la consommation durables. Un des exemples réussis concernant l'Éco-étiquetage, est le secteur du tourisme. Plusieurs Pays Méditerranéens comme la

Grèce, la Croatie et Malte ont implémenté l'Éco-étiquetage pour le tourisme l'année dernière, et les touristes en demandent toujours plus.

Le Marché Public Écologique (GPP) est une autre approche pour déclencher la production et la consommation durables. Le Marché Public représente une grande partie de la consommation dans un pays, par exemple dans les pays comme la Tunisie, le Maroc, la France et l'Espagne, il représente 18%, 22%, 15% et 13% du total du PIB national. Le gouvernement est généralement le plus grand consommateur individuel dans une économie, l'intégration des critères de l'environnement dans ses politiques de marché peut déboucher sur d'importants marchés de produits durables. Dans la région Méditerranéenne, seul quelques pays ont adopté des instruments régulateurs pour l'implémentation de GPP. Des plans nationaux de GPP ont été approuvés récemment en Chypre, en France, en Israël, en Italie et en Espagne. Cependant, même dans les pays qui réalisent le besoin de GPP, il faut encore accroître la sensibilisation, spécialement parmi les autorités locales et autres organisations publiques.

3) Utiliser les CPD pour promouvoir et éduquer sur des valeurs de la culture Méditerranéennes.

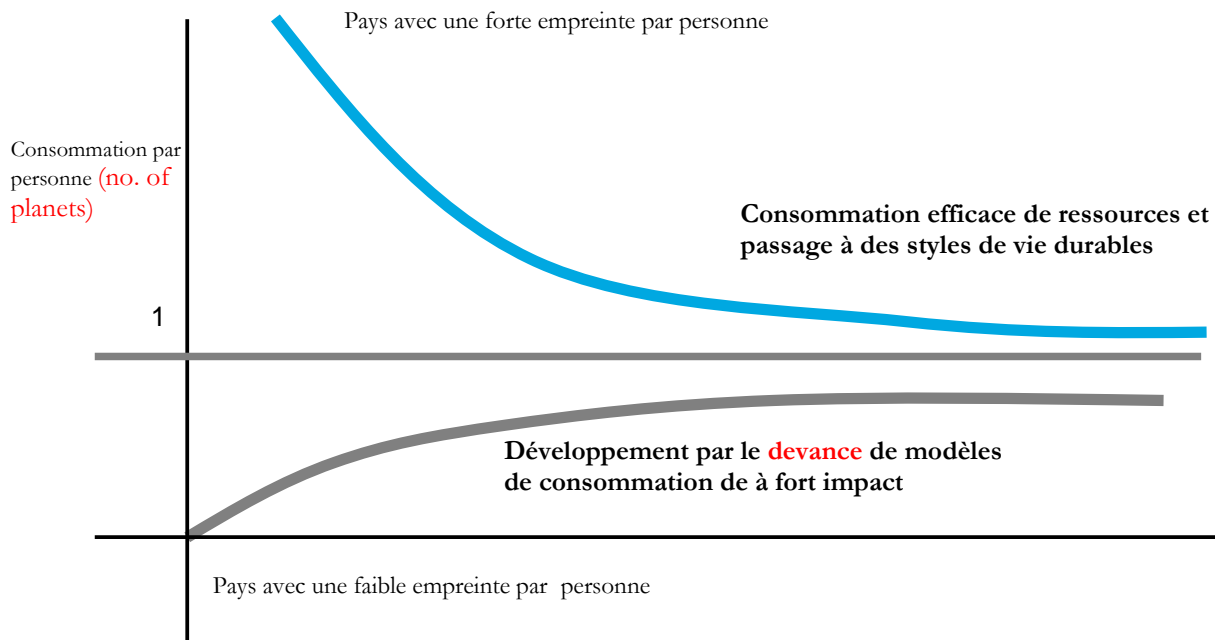
- a. Spécifier des modèles de consommation dans le Style de Vie de la Méditerranée, et promouvoir les styles de vie durables et adaptés aux sociétés méditerranéennes.

La production et la consommation durables ne signifient pas seulement moins de consommation ou la consommation de produits et services plus éco-efficaces. Ce n'est pas qu'un concept qui s'adresse uniquement aux pays et à des parties de sociétés où la surconsommation est un problème, mais peut être aussi destiné à développer des possibilités de consommation qui permettent à tout le monde de satisfaire ses besoins. Par conséquent, il est important de réaliser que la consommation durable ne veut pas forcément dire moins de consommation, mais plutôt une consommation plus efficace et moins basée sur la surexploitation de ressources, et qui s'adapte aux particularités de la culture méditerranéenne. Ceci est d'autant plus important pour tous ces pays de la Méditerranée où la consommation croissante est un pas important vers le bien-être économique de la société.

Dans la Méditerranée, il sera nécessaire une approche double sur les styles de vie. Dans les pays du Nord de la Méditerranée, qui sont ceux qui actuellement exercent la plus grande pression sur l'écosystème, il faudra promouvoir des styles de vie durables, réduire la consommation et améliorer la production, alors que les pays du Sud de la Méditerranée ont une chance de devancer certains modèles nocifs de consommation.

Maintenant c'est le moment de promouvoir des systèmes plus durables, par exemple dans les champs du transport et du développement du tourisme, et de créer des styles de vie durables qui s'accordent avec le patrimoine et les valeurs sociaux et culturels de chaque société.

Cette double approche peut s'apprécier dans le graphique ci-dessous, la surconsommation et la sous-consommation doivent être introduites dans une stratégie conjointe pour la production et la consommation durables dans la Méditerranée, en reprenant les différents concepts et en centrant l'attention sur les domaines traités dans ce document.



Source: Adaption du Wuppertal Institute, Fair Future

Il existe un danger qui fait que, à cause de la croissance des flux du commerce et la globalisation, les modèles actuels de consommation saine associés à la diète méditerranéenne, seront touchés de façon négative. Les modèles de transport et des processus de production et les habitudes de consommation du Nord sont exportés avec les impacts sociaux et environnementaux qui les accompagnent.

La création de styles de vie durables qui respectent la diète méditerranéenne et qui préservent la culture de la Méditerranée, jouera un rôle primordial pour atteindre un développement durable dans la région, et pour ne pas surcharger l'Écosystème Méditerranéen, mis à part tous les défis qui existent déjà.

Ceci ne comprend pas seulement la production et la consommation de biens et services, mais aussi la préservation de sites historiques et d'autres valeurs culturelles.

Avec l'accroissement des séparations entre le Nord et le Sud-Est méditerranéens, une stratégie pour la production et la consommation durables peut aussi être considérée comme un moyen pour réduire la pauvreté.

La production et la consommation durables peut aider à lever les barrières pour le développement économique en promouvant l'accès aux services de base, tels que l'eau et l'assistance sanitaire.

Un exemple pertinent pour la Méditerranée, comme étant une région frappée par le manque d'eau, est le renforcement de plans d'utilisation d'eau, la minimisation des pertes d'eau dans la distribution, la diminution de la pollution de l'eau et la promotion des technologies qui exigent moins d'eau.

- b. Création de programmes d'information et d'éducation pour promouvoir ces styles de vie et informer sur les PCD

Le PAM peut jouer un rôle important pour responsabiliser les gens (des administrations et gouvernements des pays méditerranéens, ainsi que les sociétés civiles et les ONGs) en augmentant la sensibilisation à la consommation durable. Le PAM devrait offrir une plateforme d'échange d'exemples de réussites dans les différents pays membres.

Cette plateforme peut faciliter l'accès à des connaissances pertinentes et développer des projets qui aideraient les pays à identifier les facteurs de succès les plus importants pour la production et la consommation durables, dans leur contexte particulier, et aider à enrichir les mentalités, pour permettre aux gens de devenir des agents actifs dans le changement vers la durabilité.

PROPOSITION DE DÉCISION POUR LA 16^{ème} CONFÉRENCE DES PARTIES DE LA CONVENTION DE BARCELONE

PRÉAMBULE ET EXPLICATION DES PROPOSITIONS

PRÉAMBULE DE LA PROPOSITION DE DÉCISION

La proposition de décision générale sur la gestion de substances chimiques est la suivante:
La 16^{ème} Réunion des Parties Signataires de la Convention de Barcelone,

Concernant les nouveaux POPs

Reprenant les obligations établies dans le Protocole pour la Protection de la Mer Méditerranée contre la Pollution des Sources et Activités Terrestres,

A décidé d'adopter la décision conjointe suivante, proposée par le MEDPOL et le CAR/PP sur la Gestion Rationnelle des Substances Chimiques:

Les Parties Signataires acceptent de commencer le travail sur l'aide technique pour les nouveaux POPs inclus dans la Convention de Stockholm, entre d'autres concernant la production, utilisation, commercialisation d'articles, produits et déchets contenant ces substances, et le stockage des substances suivantes dans le but de préparer des Plans/Programmes Régionaux, suivant l'Article 15 du Protocole de LSB:

- I- Alpha hexachlorocyclohexane
- II- Beta hexachlorocyclohexane
- III- Hexabromobiphenyl
- IV- Chlordecone
- V- Pentachlorobenzene
- VI- Ether Tetrabromodiphenyl et Ether Pentabromodiphenyl
- VII- Ether Hexabromodiphenyl et Ether Heptabromodiphenyl
- VIII- Lindane
- IX- Acides Perfluorooctane Sulfonic et ses Sels, et Perfluorooctane sulfonyl fluoride et ses Sels

Invite les Parties Signataires à prendre les mesures nécessaires pour l'implémentation des décisions cités ci-dessus.

Concernant la coopération et la coordination

Reprenant le progrès au niveau international concernant le besoin d'assurer une coordination et coopération entre les convention et les programme sur les substances chimiques,

À décidé d'adopter la décision suivante concernant la Gestion Rationnelle de Substances Chimiques:

Le Secrétariat du PAM (les CARs et le MEDPOL) accepte de renforcer la coopération et la coordination avec d'autres Accords Environnementaux Multilatéraux, plus spécialement, les Conventions de Stockholm, Bâle et Rotterdam, en profitant des liens qui existent entre eux.

Invite les Parties Signataires à prendre les mesures nécessaires pour l'implémentation des décisions cités ci-dessus.

Concernant la cohérence des politiques

Considérant le besoin d'assurer l'utilisation efficace de ressources et la cohérence entre les politiques sectorielles relatives aux substances chimiques au niveau national,

A décidé d'adopter la décision conjointe suivante concernant la Gestion Rationnelle de Substances Chimiques:

Les Parties Signataires acceptent de travailler inlassablement pour assurer la cohérence entre les différentes stratégies nationales sur les substances chimiques (Plans d'Implémentation Nationaux de la Convention de Stockholm et Profils Nationaux pour la SAICM) avec les Plans d'Action Nationaux sujets au protocole de LSB de la Convention de Barcelone.

Invite les Parties Signataires à prendre les mesures nécessaires pour l'implémentation des décisions cités ci-dessus.

Concernant l'approbation du CAR/PP

Considérant la décision SC-4/23 adoptée lors de la 4^{ème} Réunion de la Conférence des Parties de la Convention de Stockholm et le travail considérable réalisé dans le CAR/PP sur le transfert de technologies et le renforcement des capacités dans les pays méditerranéens concernant les MTD, MPE et la Gestion Rationnelle des Substances chimiques,

A décidé d'adopter la décision suivante concernant la Gestion Rationnelle de Substances Chimiques: Les Parties Signataires acceptent de soutenir l'adoption du CAR/PP comme Centre Régional sujet à la Convention de Stockholm pour le renforcement des capacités et le transfert de technologie dans la Région Méditerranéenne.

Invite les Parties Signataires à prendre les mesures nécessaires pour l'implémentation des décisions cités ci-dessus.

Concernant la coordination entre centres

Considérant l'importance d'assurer un action en coopération entre les centres,

A décidé d'adopter la décision suivante concernant la Gestion Rationnelle de Substances Chimiques: Les Parties Signataires acceptent de promouvoir le rôle du CAR/PP comme facilitateur de la coordination nécessaire pour les Centres de la Région Méditerranéenne sujettes aux Conventions de Stockholm et Bâle, et pour les centres qui travaillent dans le champs de la Production Propre dans la Région Méditerranée avec l'objectif de préparer des programmes conjoint appropriés.

Invite les Parties Signataires à prendre les mesures nécessaires pour l'implémentation des décisions cités ci-dessus.

DESCRIPTION DE LA PROPOSITION DE DÉCISION

PROPOSITION DE DÉCISION 1: RELATIVE AUX NOUVEAUX POPs

Les Polluants Organiques Persistants (POP) détiennent un rôle de plus en plus important important due à leur longue permanence dans l'environnement, leur capacité de déplacement à longue portée, leur aspect bioaccumulable, leur biomagnification dans les chaînes alimentaires et leur potentiel d'impact considérable sur la santé humaine et environnementale de manière en général.

La Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants est un traité mondial visant la protection de la santé humaine et environnementale contre les POPs. Parmi les 164 pays qui sont parties prenantes de la Convention, 16 sont des pays méditerranéens.

Les Substances Chimiques incluses dans les Annexes A ou B de la Convention de Stockholm, sont sujettes à l'élimination ou la restriction respectivement, par les Parties Signataires, alors que l'Annexe C du texte de la Convention concerne les émissions non intentionnées de substances chimiques (principalement dioxines et furanes).

La 4^{ème} Conférence des Parties (COP4) de la Convention de Stockholm a eu lieu les 4- 8 mai 2009, à Genève. La Convention exige une action internationale sur les POPs, en encourageant les gouvernements à remplacer les POPs déjà existants à travers la prévention et à en développer de nouveaux, ainsi qu'à utiliser des alternatives moins dangereuses ou même non dangereuses.

Une des décisions clés prise par la CO4 a été la modification des Annexes de la Convention avec neuf nouveaux POPs, spécialement de l'Annexe A de la Convention (substances chimiques sujettes à l'élimination) où les éléments suivants ont été ajoutés:

- 4) **Alpha hexachlorocyclohexane,**
- 5) **beta hexachlorocyclohexane,**
- 6) **hexabromobiphenyl, chlordecone et pentachlorobenzene,** sans exception de production ou utilisation.
- 7) **Lindane,** avec une exception spécifique pour son utilisation comme médicament pour la santé de l'homme, pour le contrôle de poux et de gale de tête comme traitement alternatif.
- 8) **EtherTetrabromodiphenyl,**
- 9) **Ether pentabromodiphenyl,**
- 10)
- 11) **Ether hexabromodiphenyl,**
- 12) **Ether heptabromodiphenyl,** avec une exception spécifique pour les produits qui contiennent ces substances selon les dispositions de la Partie IV de l'Annexe A.

Dans l'Annexe B, (substances chimiques à restreindre) les éléments suivants ont été inclus :

Acide Sulfonate Perfluorooctane (PFOS) et ses sels, et perfluorooctane sulfonyle fluoride (PFOSF), avec l'acceptation, entre autres, de traitement de photos, écume d'incendies et piqûres d'insectes et fourmis coupe-feuille; et des exceptions spécifiques comprenant, entre autres, le placage de métal, cuir et vêtements, textiles et tissu d'ameublement, papier et emballages, plastique et caoutchouc.

Pour ces raisons mentionnées ci-dessus, il a été proposé que le Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) accepte de se charger d'identifier l'état actuel des nouvelles substances chimiques ajoutées dans la Convention de Stockholm pour la région méditerranéenne, dans le but de développer et implémenter des mesures adéquates, et plus en particulier en ce qui concerne leur production, utilisation, commercialisation, articles, produits et déchets qui contiennent ces substances ou des stocks.

PROPOSITION DE DÉCISION 2: RELATIVE À LA COOPÉRATION ET LA COORDINATION

Dans le but d'améliorer l'efficacité de l'implémentation de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, il est nécessaire de promouvoir la coopération et les synergies avec d'autres Accords Environnementaux Multilatéraux, plus spécialement ceux des Conventions de Stockholm, de Bâle, et du Changement Climatique.

Du point de vue multilatéral, la gestion rationnelle de substances chimiques est une priorité tant au niveau régional que national.

Dans ce contexte, les Conventions de Stockholm, Rotterdam et Bâle se sont mises d'accord pour établir un Groupe de Travail Commun ad hoc (le AHJWG), pour préparer des recommandations communes sur la promotion de la coopération et la coordination entre les trois conventions, qui seront soumises à la Conférence des Parties.

De plus, lors de la dernière COP de chacune des trois Conventions, la recommandation sur la promotion de la coordination et la coopération entre elles a été approuvée.

Vu que la plupart des pays méditerranéens sont des Parties des Conventions, cette décision encourage le PAM à promouvoir des activités conjointes et la coopération avec les Accords Environnementaux Multilatéraux déjà cités et agit comme plateforme pour leur implémentation dans le domaine de leur compétence.

PROPOSITION DE DÉCISION 3: RELATIVE À LA COHÉRENCE DES POLITIQUES

Dans le champ du Protocole de LBS, tous les pays participants doivent préparer un PAN contre les polluants terrestres.

De plus, les Parties de la Convention de Stockholm disposent de deux ans après leur ratification, pour développer une stratégie (Plan d'Implémentation Nationale) pour prendre des mesures concernant la réduction des émissions non intentionnées de POPs, l'élimination de stocks de POPs, etc.

L'Approche Stratégique Internationale de la Gestion de Substances Chimiques (SAICM) a été adoptée le 6 février 2006 à Dubai, aux Emirats Arabes, l'Approche Stratégique comme un cadre politique pour promouvoir la gestion rationnelle de substances chimiques. Les pays participants sont encouragés à développer un Profil National pour la SAICM dans le but d'atteindre l'objectif du 2020 adopté lors du Sommet Mondial du Développement Durable (SMDD) en Afrique du Sud, en 2002. Cette décision encourage le PAM à aider les différents pays dans le développement des Stratégies Nationales, tout en évitant la duplication des efforts propres du développement de beaucoup de stratégies nationales concernant la gestion rationnelle de substances chimiques, et ainsi rassembler toutes leurs stratégies nationales de manière cohérente.

PROPOSITIONS DE DÉCISION 4: RELATIVE L'APPROBATION DU CARPP

La dernière Conférence des Parties de la Convention de Stockholm, dans la décision SC-4/23, approuvée pendant la 4ème Réunion qui a eu lieu à Genève, en mai 2009, soutient les centres élus de la Convention de Stockholm, figurant dans l'Annexe 1 de la décision présente comme centres régionaux et sousrégionaux de la Convention de Stockholm pour le renforcement de capacités et le transfert technologique, pour une période de quatre ans.

PROPOSITION DE DÉCISION 5: RELATIVE À LA COORDINATION ENTRE CENTRES

La dernière Conférence des Parties de la Convention de Stockholm, dans la décision SC-4/23, approuvée pendant la 4ème Réunion qui a eu lieu à Genève, en mai 2009,

capacités et le transfert technologique, dans leurs régions respectives, de coopérer et se coordonner entre eux et de présenter à la Conférence des Parties, par le biais du Secrétariat, une proposition conjointe sur les domaines spécifiques de compétence, dans lesquels il souhaitent apporter de l'aide conformément à la décision SC-2/9.

Fait une demande aux centres régionaux et sousrégionaux de la Convention de Stockholm le renforcement de capacités et le transfert technologique, dans leurs régions respectives, de coopérer et se coordonner entre eux et de présenter à la Conférence des Parties, par le biais du Secrétariat, une proposition conjointe sur les domaines spécifiques de compétence, dans lesquels il souhaitent apporter de l'aide conformément à la décision SC-2/9.

Le CAR/PP a été approuvé par la 4ème Conférence de Parties comme Centre Régional de la Convention de Stockholm pour le renforcement de capacités et le transfert technologique dans les pays en voie de développement et dans ceux qui ont des économies en transition.

Une fois ces décisions prises, et vu qu'il y a beaucoup de centres qui travaillent pour la Région Méditerranéenne avec l'intention d'implémenter les Conventions dans les différents pays et de mettre en application la Production Propre,

Cette proposition de décision encourage de rôle du CAR/PP comme facilitateur de la coordination nécessaire des Centres Régionaux Méditerranéens suivants les Conventions de Stockholm et de Bâle et les Centres Nationaux de Production Propre de la Région Méditerranée, dans le but de préparer des programmes communs appropriés.

ANNEX I

Région	Institution	Lieu
Asie et Pacifique	Centre de Coordination de la Convention de Bâle Pour l'Asie et le Pacifique	Beijing, Chine
	Institut Koweïtien pour la recherche scientifique	Koweït, Koweït
Europe du Centre et de l'Est	Centre de Recherche sur chimie de l'environnement et l'écotoxicologie	Brno, République tchèque
Amérique du Sud et Caraïbes	Centre CETESB- Compagnie de Technologie d'Assainissement Environnemental du Brésil	Sao Paulo, Brésil
	Centre National de Recherche et formation Environnementale (CENICA)	Mexico City, Mexique
	Centre National de Recherche et d'Information sur les Médicaments et les toxiques	Panama City, Panama
	Convention Régionale et Centre de Coordination de Bâle	Montevideo, Uruguay
Europe de l'Ouest et autres	Centre d'Activités Régionales pour la Production Propre, Plan pour la Méditerranée.	Barcelone, Espagne